

CONVENTION DE PARTENARIAT Métropole Aix-Marseille-Provence / Commune de Martigues

Année civile 2026

Site Pablo Picasso – Conservatoire de Musique et Danse de la Commune de Martigues
Conservatoire intercommunal de musique et de danse Michel-Petruciani

ENTRE

- LA COMMUNE DE MARTIGUES,

Adresse : Hôtel de Ville, Avenue Louis Sammut, BP 60101 – 13692 MARTIGUES Cedex

Téléphone : 04.42.44.33.33

Site Pablo Picasso : 04.42.07.32.41

N° SIRET : 211 300 561 000 19

Code APE : 8411 Z

Licences d'entrepreneur de spectacles n° :

PLATESV-R-2021-000321, PLATESV-R-2021-000387

Représentée par Monsieur Florian SALAZAR-MARTIN, agissant en sa qualité de 6ème Adjoint à la Ville durable, à la Culture, la Biodiversité, à l'Environnement et au Développement écologique, dûment habilité à cet effet par arrêté municipal n°557-2022 du 17 mai 2022 portant délégation de fonction et de signature.

Ci-après dénommée « **La Commune** », d'une part,

Et,

- LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE,

Adresse : Le Pharo – 58, Boulevard Charles Livon – 13 007 MARSEILLE

Téléphone : 04.91.99.99.00

Accueil Conservatoire : 04.42.47.10.30

N° SIRET : 200 054 807 00017

Code APE : 84.11Z

Représentée par Mme Martine VASSAL agissant en qualité de Présidente, dûment habilitée pour intervenir en cette qualité aux présentes, et domiciliées audit siège,

Ci-après dénommé « **La Métropole** », d'autre part.

ENSEMBLE DÉNOMMÉES LES « **PARTIES** »

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

PRÉAMBULE

Attachée de longue date aux droits culturels, la Commune de Martigues considère que la présence d'artistes sur son territoire, notamment pour des actions à destination des enfants et des jeunes répond à un axe majeur des enjeux humains et sociétaux.

Dans une démarche globale qui vise à favoriser les rencontres des habitant.es avec toutes les formes et disciplines artistiques, et dans le but de les sensibiliser à la présence artistique sur son territoire, la Ville de Martigues a développé un site dédié aux arts chorégraphiques et musicaux : le Site Pablo Picasso.

Classé Conservatoire à Rayonnement Communal de Musique et de Danse, le Site développe depuis sa création de nombreux partenariats pour nourrir son projet d'établissement. Ce développement

implique des actions communes avec d'autres services municipaux, des associations et d'autres conservatoires du territoire métropolitain.

Le Site Pablo Picasso est en pleine expansion. Il élargit ses horizons, approfondit son champ d'expérimentation, et ouvre de nouveaux chemins vers la rencontre, l'exploration des arts, et la découverte de soi.

Dans le cadre de sa politique culturelle et des missions de service public de ses établissements, la **Métropole Aix-Marseille-Provence** dispose d'une compétence culturelle spécifique avec une priorité donnée au rayonnement artistique et culturel de proximité.

À ce titre, la **Métropole** peut coordonner et structurer, accompagner et soutenir des initiatives participant à l'irrigation culturelle du territoire métropolitain.

L'accès aux pratiques et enseignements artistiques constituent un axe majeur dans la politique culturelle de la **Métropole**, faisant de ses établissements dédiés des lieux d'éducation ouvert à tous.

Dans cette perspective, la **Commune de Martigues** et la **Métropole** souhaitent s'engager dans l'organisation, entre leurs Conservatoires, d'actions culturelles et pédagogiques de toute sorte, telles que des « master class » (classes de maîtres), « workshops » (ateliers) et événements.

Pour ce faire, la **Métropole** et la **Commune** conviennent de conclure une convention de partenariat pour l'organisation de sessions communes entre leurs deux Conservatoires pour promouvoir une programmation culturelle croisée et enrichie.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les modalités du partenariat entre **les Parties** pour la mise en œuvre de sessions communes et d'activités pédagogiques, artistiques et culturelles partagées entre le site Pablo Picasso – Conservatoire à Rayonnement Communal et le Conservatoire Intercommunal de Musique et de Danse Michel-Petruciani d'Istres.

ARTICLE 2 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Un comité de coordination, composé de représentants des deux Conservatoires, sera mis en place pour gérer les aspects logistiques et assurer la bonne mise en œuvre des activités communes.

Le comité de coordination se réunira au moins deux fois l'an afin de convenir communément du programme des actions qui entreront dans le partenariat entre les Parties.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DES PARTIES

Dans le cadre de la mise en œuvre de sessions communes et d'activités partagées entre le Site Pablo Picasso et le Conservatoire Intercommunal de Musique et de Danse Michel-Petruciani, les Parties s'engagent à :

- ★ Développer entre les deux Conservatoires les coopérations et la mise en réseau des professeur.es et des élèves,

- ★ Mettre à disposition les locaux des Conservatoires respectifs, dans le cadre des événements pédagogiques et culturels réalisés en partenariat,

- ★ Organiser et mutualiser des sessions exceptionnelles de cours instrumentaux, de pratiques vocales, chorégraphiques, d'art dramatique et autres disciplines spécifiques entre les Conservatoires respectifs avec des intervenant.es de premier plan (obédience régionale et nationale).

Les Parties fourniront chacune l'une à l'autre, des actions entièrement montées, et assureront la responsabilité artistique et pédagogique des projets. Les actions comprendront les décors,

costumes, meubles, accessoires et d'une manière générale tous les éléments nécessaires à leur réalisation.

Chacune **des Parties** en assurera le transport aller et retour pour ce qui la concerne.

Chacune **des Parties** fournira les lieux nécessaires à la réalisation des actions en ordre de marche y compris le personnel nécessaire au service des projets et s'engage à ne pas modifier les lieux sans l'accord écrit du partenaire.

Chaque **Partie** garantit l'autre partie contre tout recours des personnels, fournisseurs et prestataires dont elle a personnellement la charge au titre des obligations respectives définies dans la présente convention.

Chacune **des Parties** assurera en outre le service général des lieux qui dépendent d'elle : location, accueil, billetterie et s'assurera par ailleurs de la mise en place, en qualité et en nombre, des services et personnels d'accueil, de contrôle, de sécurité, nécessaire à la sécurité du public, des ateliers et du spectacle.

Les Parties s'engagent chacune à faire respecter la législation, le règlement intérieur propre à chaque structure ainsi que la réglementation en vigueur relatives à la sécurité du personnel, du public, des actions dans les lieux qui lui appartiennent ou qui dépendent d'elle.

Dans le cadre des actions auxquelles elles participent, chacune **des Parties** en sa qualité respective d'employeur est responsable de :

- la rémunération, les charges sociales et fiscales,
- la sécurité,
- la gestion des professeur.es, des élèves et des intervenant.es,
- les transports nécessaires aux déplacements de ceux-ci.

ARTICLE 4 : COMMUNICATION

Les Parties fourniront, l'une à l'autre, en temps utile tous les éléments nécessaires à la publicité des actions.

En matière de publicité et d'information, chacune **des Parties** respectera l'esprit général de la documentation fournie par le partenaire. Chacune **des Parties** demeure responsable de la communication propre aux actions qu'elle organise, au travers des outils qu'elle jugera nécessaires.

Les Parties s'engagent à assurer réciproquement la promotion des actions organisées dans le cadre du partenariat.

ARTICLE 5 – ENREGISTREMENT / DIFFUSION

Chacune **des Parties** fournira des photographies, et éventuellement des vidéos ou autres éléments multimédias et garantit être titulaire de tous les droits relatifs à l'utilisation de ces images et éléments multimédias et disposer des autorisations relatives au droit à l'image pour tous les éléments transmis.

Chacune **des Parties** autorise l'utilisation, à titre gratuit, de ces photographies et éléments multimédias, libres de droit pour la presse, sites internet et les supports de communication afférant à ladite cession, en vue de leur reproduction et de leur représentation, à des fins publicitaires, promotionnelles ou d'archivage avec mention obligatoire du photographe.

En dehors des émissions d'informations radiophoniques ou télévisées d'une durée de 3 minutes, tout enregistrement ou diffusion, même partiel, de la représentation objet de la présente convention nécessitera un accord particulier et formel de chacune **des Parties**.

ARTICLE 6 : FINANCEMENT

Chacune **des Parties**, dans le cadre de sa programmation, prend en charge les frais relatifs à l'organisation des actions pédagogiques et culturelles, qu'elle organise.

Dans le cadre de la mise en œuvre d'un partenariat à titre onéreux pour l'organisation d'une session particulière de coopération pédagogique, culturelle ou artistique entre le Site Pablo Picasso et le Conservatoire Intercommunal de Musique et de Danse Michel-Petruciani, une convention spécifique sera conclue entre les **Parties** afin d'en définir son organisation et les modalités de répartition de coût.

Le Site Pablo Picasso s'inscrit dans la politique culturelle de la Commune de Martigues :

- programmation ouverte à toute esthétique artistique,
- accessibilité à tout public,
- gratuité des propositions.

Chacune **des Parties** s'engage à régler les différents droits d'auteur à sa charge :

- SACD
- SACEM
- Droits voisins

ARTICLE 7 : ASSURANCES

Chacune **des Parties** devra souscrire une assurance responsabilité civile et sera tenue d'assurer contre tous les risques tout objet lui appartenant ou appartenant à son personnel (transports inclus) et lié aux actions qu'elle organise.

Les Parties déclarent chacune avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés à la réalisation des actions, notamment en matière de responsabilité civile.

ARTICLE 8 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est consentie pour une durée d'un an, au titre de l'année civile 2026.

Celle-ci pourra être renouvelée par tacite reconduction sans pouvoir excéder 3 ans, sauf dénonciation par l'une des parties par lettre recommandée avec accusé de réception au moins trois mois avant son terme.

Cette convention constitue l'accord entier entre **les Parties**. Ces dernières conviennent qu'elle remplace et annule tous les accords, discussions, communications et correspondances antérieures relatives au projet.

Tout changement, avenant ou modification à la présente convention n'aura d'effet juridique que s'il est constaté par écrit et signé par les parties. Toutes déclarations, conditions et garanties, qu'elles soient écrites ou verbales, expresses ou implicites, autres que celles figurant aux présentes ou dans un avenant effectué en vertu des présentes, seraient par conséquent sans effet.

ARTICLE 9 : PORTÉE ET VALIDITÉ

D'accord exprès, la présente convention engage la responsabilité des signataires dans la stricte limite des engagements décrits.

Il ne pourra en aucun cas être considéré comme définissant de droit ou de fait une société en participation entre les parties.

En aucun cas un contractant ne pourra être tenu pour responsable des engagements pris par l'autre, même dans le cas où ces engagements se rapporteraient à la présente convention.

D'accord exprès entre les parties, ces dispositions sont déclarées essentielles et déterminantes de la présente convention.

ARTICLE 10 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect des termes de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit. Aucune indemnité ne sera due par **les Parties** pour quelque motif que ce soit.

1- Rupture unilatérale du fait de l'une des parties

Toute annulation du fait de l'une **des Parties** entraînerait pour la partie défaillante l'obligation de verser à l'autre une indemnité égale aux frais effectivement engagés par cette dernière, et sur présentation de justificatifs.

De même, toute inexécution par l'une ou l'autre **des Parties** de l'une des obligations de la présente convention, et à défaut d'accord amiable intervenu entre **les Parties**, la présente convention pourra être résiliée par l'envoi à la partie défaillante d'une mise en demeure se référant à la présente stipulation, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception et non suivie d'effet à l'expiration d'un délai de 15 jours à compter de sa réception.

Une telle résiliation entraîne pour la partie défaillante l'obligation de verser à son cocontractant une indemnité calculée sur les frais réellement engagés sur présentation des justificatifs et sans préjudice de tous autres dommages et intérêts.

2- Annulation pour cas de force majeure

La présente convention se trouverait suspendue ou annulée de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte dans tous les cas reconnus de force majeure par la loi et la jurisprudence, le cocontractant empêché en informant immédiatement l'autre partie.

Sont des cas de force majeure :

- les catastrophes naturelles,
- la guerre,
- l'insurrection,
- l'incendie,
- la grève des services publics, du personnel,
- le deuil national, etc...

Il est précisé que la pluie et le mauvais temps ne constituent pas un cas de force majeure.

Il est également précisé que l'annulation du PROJET résultant de l'application de directives gouvernementales, législatives ou réglementaires dans le cadre des mesures de prévention d'une épidémie, ne relève pas d'un cas de force majeure, à défaut d'imprévisibilité de l'évènement à la signature de la présente convention.

3- Résiliation

Les Parties peuvent décider, d'un commun accord, de résilier cette convention sans formalité particulière.

En cas d'intempérie, d'un commun accord entre **les Parties**, soit le PROJET est reporté à une date ultérieure et si tel était le cas, les deux parties conviennent de définir ensemble les modalités techniques, artistiques et financières du report, soit la convention est résiliée mais seulement après avoir envisagé son report.

Dans le cas d'une résiliation, il sera procédé à un arrêté des comptes et aux régularisations suivantes : le montant des prestations contractualisées déjà exécutées sera facturé et payé par la Partie à due-concurrence de son concours (apport financier) au financement du PROJET.

4 – Conséquences de l'application de directives gouvernementales, législatives ou réglementaires liées à une épidémie ou une pandémie

Chaque Partie se réserve le droit d'annuler le PROJET dans le cadre de l'application de directives gouvernementales, législatives ou réglementaires liées à une épidémie ou une pandémie.

Dans ce cas, à défaut d'accord entre **les Parties** sur le report du PROJET à une date ultérieure et les modalités techniques, artistiques et financières dudit report, l'organisateur pourra décider de manière unilatérale de la résiliation de la présente convention.

Dans le cas d'une résiliation, il sera procédé à un arrêté des comptes et aux régularisations suivantes : le montant des prestations contractualisées déjà exécutées sera facturé et payé par la Partie à due-concurrence de son concours (apport financier) au financement du PROJET.

Inversement, les sommes éventuellement trop perçues par la Partie seront restituées à l'autre Partie à due concurrence de son concours (apport financier) au financement du PROJET.

ARTICLE 11 : INTANGIBILITÉ DES CLAUSES

Une tolérance relative à l'application des clauses et conditions de la présente convention ne pourra jamais, quelle qu'en ait pu être la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification ou suppression des clauses et conditions de la présente.

ARTICLE 12 : CLAUSE DE COMPÉTENCE

Tous les litiges, pouvant résulter de l'application de la présente convention, sous réserve des règles de compétence exclusive régissant les questions de propriété littéraire et artistique, relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Marseille : 31, rue Jean-François LECA – 13 235 MARSEILLE Cedex 02.

Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Toutefois, les **Parties** s'engagent à rechercher préalablement une solution amiable à leur litige.

Fait à Martigues, le / /2025 en deux exemplaires originaux dûment paraphés et signés
Faire précéder la signature de la mention manuscrite « Lu et approuvé »

LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE La Présidente, Martine VASSAL	LA COMMUNE DE MARTIGUES, L'adjoint à la Ville durable, à la Culture, la Biodiversité, à l'Environnement et au Développement écologique, Florian SALAZAR MARTIN
---	--